

PAYER, Cheryl. *Lent and Lost, Foreign Credit and Third World Development*. Londres, Zed Books, 1991, 167p.

Samir Saul

Volume 23, numéro 3, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703059ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703059ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saul, S. (1992). Compte rendu de [PAYER, Cheryl. *Lent and Lost, Foreign Credit and Third World Development*. Londres, Zed Books, 1991, 167p.] *Études internationales*, 23(3), 664–666. <https://doi.org/10.7202/703059ar>

alimentaire, les fonctions d'intermédiation ville-campagne et les fonctions de consommation (tenant compte des différences de revenus entre urbains et ruraux), le chapitre 9 abordant les conséquences de l'approvisionnement des villes sur les balances de paiement pour conclure au rôle finalement très limité de cet approvisionnement dans le déclenchement de la crise financière de l'Afrique sub-saharienne.

En résumé, il s'agit d'un livre dense et fort documenté, parfois très technique mais toujours accessible, réalisé par une équipe de chercheurs sérieux dont le responsable, Philippe Hugon, ajoute encore une pierre à un édifice académique déjà fort respectable.

Gérard VERNA

Département de management
Université Laval, Québec

PAYER, Cheryl. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development*. Londres, Zed Books, 1991, 167p.

Les paradoxes affleurent dans le monde de l'endettement international : cohorte de banquiers faisant anti-chambre durant les années 1970, chapeau en main, pour prier tel ministre des Finances ou telle société para-étatique du Tiers Monde de bien vouloir accepter un prêt ; pays riches de l'Amérique latine, promis à un brillant avenir, en état de suspension de paiements ; pays créanciers du Nord devenus depuis 1982 – nonobstant leur réputation de pourvoyeurs de capitaux – bénéficiaires d'un montant annuel moyen net de 30 milliards

de \$ provenant des pays débiteurs du Sud ; le Fonds monétaire international serinant ses recettes d'austérité mais prescrivant la libéralisation des échanges, l'abolition du contrôle des changes et, par voie de conséquence, la montée en flèche des importations et des emprunts pour les financer.

Comprenne qui pourra, et l'ouvrage de Cheryl Payer apportera une précieuse assistance à quiconque consent l'effort de comprendre. Les études descriptives sur l'endettement international foisonnent. Celle de l'auteur se distingue par ses qualités explicatives et le cadre historique dans lequel elle inscrit son analyse. Concise, limpide et exempte de jargon technique, cette monographie fournit en quelque 120 pages de texte un précis des mécanismes d'un problème majeur, un historique de ses origines et des propositions pour le résoudre.

Payer n'en est pas à sa première contribution sur le sujet. Spécialiste dans le domaine, elle est connue pour l'ampleur et la pertinence de ses critiques à l'égard des idées reçues en matière de développement. Les connaisseurs en publications émanant des principaux organismes actifs dans cette industrie apprécieront un propos qui tranche avec la prose officielle.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première, Payer traite des concepts relatifs à la question de l'endettement. Sans se poser en iconoclaste, elle bouscule des conceptions si bien ancrées qu'elles ont acquis le caractère de dogmes. Elle démontre que, pour tout emprunt, il arrive un moment où les flux se renversent : le service de la dette fait en sorte que les sorties dépassent les entrées pour le débiteur. La croyance, étayée de jus-

tifications théoriques par les économistes, à l'effet que le Tiers Monde souffre d'une pénurie de capitaux et doit en importer, a des conséquences ironiques puisque le transfert net s'effectue dans l'autre sens. Il en résulte que les prêts ne servent plus à stimuler les exportations des pays créanciers. Ces derniers sont obligés, au contraire, d'ouvrir leurs marchés aux exportations de leurs débiteurs afin de prévenir leur défaillance. D'où la contradiction fondamentale, située au cœur de la politique des pays créanciers – les États-Unis en premier lieu – entre la volonté de jouir d'une balance commerciale favorable et celle d'éviter une cascade de banqueroutes dans le Tiers Monde.

Les débiteurs ne pouvant, en réalité, compter sur leurs exportations pour régler les paiements sur la dette, l'arrangement ne se maintient que grâce à des injections d'argent frais suivant des doses de plus en plus fortes. Il s'apparente, en outre, à l'escroquerie par laquelle les investisseurs dans une affaire ne sont rémunérés qu'au moyen des mises de fonds des nouveaux investisseurs. Nul n'envisage le remboursement d'une créance qui se gonfle d'une année à l'autre, au gré des opérations de renégociation, de prolongation, de manipulation des taux, etc.

Dans la deuxième partie, Payer retrace l'histoire de l'endettement international depuis 1945. L'investissement privé des années 1950 fait place à l'action des organismes officiels durant la décennie suivante, laquelle est remplacée par les crédits bancaires des années 1970. À l'origine du processus se trouve l'impératif pour les États-Unis de financer leurs exporta-

tions et de récompenser leurs alliés de la guerre froide. Les hausses du prix du pétrole, argument souvent invoqué, sont postérieures au *boom* des emprunts. Il est à noter que les crises de l'endettement ne datent pas des années 1980 ; elles commencent dès la fin des années 1950. C'est alors que les méthodes de «sauvetage» des États aux abois sont mises au point.

De fait, les naufrages et les renflouements sont pratiquement programmés et font partie du jeu de l'endettement, les «remèdes» imposés par le cartel des créanciers assurant que les débiteurs ne parviennent jamais à retrouver l'équilibre. Commissions et taux d'intérêt sont d'autant plus alléchants, tandis que les crises et les plans pour les résorber se succèdent. La banqueroute n'est qu'un péché véniel dans la religion de l'usure ; les débiteurs hors d'état de respecter les échéances végéteront un temps au purgatoire. L'enfer est réservé à ceux qui commettent le péché mortel qui consiste à conserver les moyens de se libérer de leurs engagements et ceux, les plus condamnables, qui se rendent coupables de non-endettement. Toutes les ressources de la science économique sont déployées pour les inciter à renoncer à des pratiques aussi nuisibles à leur développement (exemples : la Tanzanie, la Jamaïque, l'Inde, le Sri Lanka et la Chine).

L'auteur fait siennes les critiques de l'idée selon laquelle les capitaux étrangers favorisent la croissance économique. Loin de soutenir l'investissement, ils se substituent à l'épargne nationale et servent plutôt à augmenter la consommation. Les «miracles» asiatiques que l'on vante

comme modèles sont précisément des pays qui ne se sont pas endettés, qui n'ont pas laissé leurs marchés nationaux à la merci des importations, et qui n'ont pas comprimé la demande intérieure. De toute façon, la politique du tout-à-l'exportation ne saurait être pratiquée par le monde entier, car les excédents des uns impliquent les déficits des autres. Du reste, la concurrence entre exportateurs (endettés) de matières premières écrase les revenus malgré l'augmentation des volumes exportés.

Dans la troisième partie, Payer avance des propositions en vue de sortir du borbier. Tant que subsistera la dette, l'investissement productif se fera rare, compte tenu que les entrepreneurs reculeront par crainte de voir les créanciers réclamer la priorité sur les revenus. L'annulation des dettes s'impose. Quant à la pénurie des capitaux dans les pays du Tiers Monde, c'est un mythe qu'illustre la difficulté éprouvée par les organismes d'aide à utiliser les fonds qui leur sont alloués. D'où le gaspillage, la corruption, l'importation d'articles de consommation non prioritaires et la fuite des capitaux, bref, le contraire du développement. Les emprunts à l'étranger servent, en fin de compte, à faire durer des structures sociales et politiques sans avenir, et à empêcher le changement.

Comme pour les boissons alcoolisées et les stupéfiants, il est impossible de les proscrire. Il faut donc réglementer leur usage et limiter les abus. Payer conclut par quelques suggestions : équilibrer la balance des paiements, n'emprunter pour la consommation qu'en situation d'urgence, mettre fin aux conditions imposées par

les créanciers, faire surveiller la dette par les citoyens des pays débiteurs, faire accepter les pertes aux créanciers, établir une liste complète et publique des emprunts.

La seule réserve qu'inspire cette remarquable étude touche les mobiles de l'exportation des capitaux. Le soutien déguisé aux exportateurs (l'«emprunt lié») est-il à l'origine des prêts ? Ou s'agit-il d'un argument surajouté pour légitimer l'envoi à l'étranger de capitaux inutilisables à des taux concurrentiels sur le marché national ? Problème qui reste à creuser dans un sujet qui préoccupe les chercheurs depuis le XIX^e siècle et dont l'actualité ne se dément pas.

Samir SAUL

Département d'histoire
Université de Montréal

Tow, William T. *Subregional Security Cooperation in the Third World*. Boulder, Lynne Rienner, 1990, pp. x-155.

La décennie des années 1980 a été dramatique pour les pays en développement. De la crise de la dette, aux méfaits du cartel de la drogue ou du florissant marché noir, en passant par l'épidémie du sida, la guerre civile ou les interventions étrangères, les pays en développement n'ont peut-être jamais paru si vulnérables et en position si précaire depuis «les beaux jours» du colonialisme. Cependant, des démocraties, fragiles, émergent çà et là, et les sociétés civiles remplacent peu à peu les États qui ont failli misérablement au rôle qu'ils s'étaient attribué de «moteur du développe-